

REPORTAGE

Avec les travailleurs du Samusocial : « Appelez ça l'affaire Mayeur-Peraïta »

Le scandale du Samusocial a éclaté il y a un mois.

En rue et dans les centres, les travailleurs

poursuivent leur travail.

Mais l'ambiance a changé.

● Mathieu GOLINVAUX

Il est 9h quand Rafaël et Roberto débarquent au centre du Samusocial, boulevard Poincaré, à Bruxelles. Le rituel est identique chaque matin. « On commence par lire les rapports des équipes de soirée et de nuit, détaille Rafaël, coordinateur des maraudes. On programme notre tour en fonction des personnes qu'ils ont repérées, ceux qui ont besoin d'une aide médicale ou sociale. Nous les orientons soit vers un hôpital, soit vers un CPAS, soit vers un centre de jour du Samusocial, pour qu'ils soient accompagnés. Nous fonctionnons également au signalement, soit des particuliers, soit des associations qui nous indiquent qu'ils ont vu à tel endroit des personnes en difficulté qui pourraient avoir besoin de nos servi-

ces. »

Rapidement, Rafaël et Roberto chargent ensuite tout le matériel nécessaire à leur maraude du jour. « Des vêtements, de la nourriture, le nécessaire médical pour les petits soins qui peuvent être effectués sur place et surtout de l'eau en cette période de canicule », ajoute Roberto.

La camionnette du Samusocial ne met pas longtemps à s'immobiliser le long d'un vieux hangar désaffecté. Ici vivent une vingtaine de personnes, des familles roms, ils ont construit plusieurs petites cabanes dans cet ancien bâtiment industriel. « Il y a de sacrés bricoleurs, sourit Rafaël. Ils parviennent toujours à trouver ce qu'ils cherchent. Ici, on est parfois très bien accueilli, parfois pas du tout, cela dépend de l'humeur des chefs. S'ils ont reçu la visite de la police, on va mettre un peu de temps à regagner leur confiance. Ils croient que nous les dénonçons. Ce n'est toutefois pas notre rôle. »

« On est montré du doigt »

Plus loin, sur les marches d'une pharmacie, c'est Bagdad qui a le droit à la visite de Rafaël et Roberto. « En général, on essaie de les

croiser tous les deux, trois jours, glisse Rafaël. Sauf évidemment s'il faut faire un suivi médical, mais ce n'est pas toujours évident. Ils ont tendance à bouger et ne nous attendent pas toujours à la même place. »

Forcément, les récentes affaires qui ont éclaté au sein du Samusocial ont eu un impact. À court

terme déjà. Il y a d'abord ces contrats qui ne seront pas renouvelés. « Et qui vont nous forcer à diminuer le nombre de maraude », regrette Rafaël. Les travailleurs du Samusocial ont en plus été victime de la colère des gens dans la rue. « Beaucoup ne comprennent pas que l'argent qui doit être destiné à ceux qui en ont le plus besoin file dans les poches de quelques-uns qui n'en ont, eux, pas du tout besoin, ajoute le coordinateur. Et c'est normal. On a nous aussi vécu ça comme un choc. Au niveau de la maraude, avant, les passants en rue nous glissaient souvent des messages sympas. Ils nous remerciaient pour notre boulot. Désormais, ce sont plutôt des insultes et des ricanements. On est montré du doigt. Ce n'est pas facile de le supporter tous les jours. Plutôt que le scandale du Samusocial, appelez ça l'affaire Mayeur-Peraïta... » ■

« En 2016, nous avons hébergé 6 296 personnes »

Christophe Thielens, vous êtes le porte-parole du Samusocial, si on a beaucoup entendu le nom de votre organisation ces dernières semaines, on a peu parlé de son véritable rôle, pouvez-vous nous l'expliquer ?

Le Samusocial est un dispositif qui offre une aide d'urgence aux personnes sans-abri de Bruxelles. La priorité est de répondre aux besoins primaires des gens, soit l'hébergement, les repas, les soins, etc. mais aussi, une fois que la personne est remise debout, de lui proposer un accompagnement vers des solutions de sortie de rue.

D'où proviennent les financements ?

Pour la mission sans-abri, nous sommes en majeure partie fi-

nancé par la région bruxelloise, mais nous avons également un financement fédéral pour le volet demandeur d'asile de notre action.

Combien de personnes travaille pour le Samusocial ?

Cela dépend des saisons, mais entre 250 et 450 personnes, avec le maximum en hiver.

Cela vous permet de venir en aide à combien de personnes environ ?

En 2016, nous avons hébergé 6 296 personnes différentes. Il y a aussi les équipes mobiles qui viennent en aide aux personnes qui ne veulent pas dormir dans nos centres d'hébergement, ou qui ne peuvent pas, faute de place en suffisance.

Et au niveau des dons ? Avez-vous senti les gens plus réticents à vous aider ?

Le battage médiatique a eu un impact sur les dons versés de manière mensuelle. Avant les affaires, nous avions une base de 3 000 personnes qui versait au total plus de 31 000 € chaque mois. Pour l'instant, nous avons eu plusieurs résiliations à hauteur d'environ 2 000 €. Nous avons toutefois communiqué avec nos donateurs pour expliquer que nous ne cautionnons ces pratiques. L'objectif est de restaurer la confiance avec nos donateurs et partenaires et de fonctionner de la manière la plus transparente possible pour pouvoir maintenir cet outil en place. ■